

Déclaration liminaire FSU 66  
CTSD du vendredi 1er septembre 2022

M. le directeur académique, Mmes et Ms. les membres du CTSD

Cette rentrée scolaire se fera sans les postes dont le service public d'éducation a réellement besoin pour fonctionner. Les deux dernières années sous covid ont révélé toutes les faiblesses d'une école qui n'est pas en capacité d'assurer la continuité des apprentissages au quotidien, ni de combattre les inégalités scolaires.

Au niveau du dialogue social tout d'abord, les représentant.es du personnel ont reçu les documents de travail en vue de ce CTSD hier à 17h57 en contradiction totale avec la réglementation. Notre travail au service des personnels est fortement empêché et cela n'est pas acceptable.

La situation du département n'est pas au beau fixe malgré ce que vous en dites dans la presse, Monsieur le DASEN.

Les collègues qui n'envisagent pas « encore » de quitter le métier sont dépités pour ne pas dire découragés face à la situation : crise de recrutement, augmentation indigne du point d'indice, injonctions de plus en plus nombreuses, expérimentations subies ... Quand un recteur explique au ministre qu'il a dérogé aux règles de la fonction publique en favorisant le recrutement de contractuels plutôt que d'enseignants fonctionnaires, quand le ministre explique que 4 jours de formation suffisent pour prendre une classe, c'est une profession qui, après avoir été méprisée, est maintenant dénigrée. Cela fait certainement partie de « l'école du futur » vendue par notre ministère.

Dans notre courrier adressé au ministre, nous avons établi une liste, certainement non exhaustive, des problématiques rencontrées dans notre département, dans « l'école de maintenant » : démissions, problèmes de remplacement, pénurie de personnels, refus hiérarchiques de demande de départ en rupture conventionnelle, de temps partiels....

Ce CTSD de rentrée ne va être que le reflet de la situation.

M. le DASEN, vous ne disposez pas de moyen vous permettant d'améliorer les conditions d'accueil des élèves et de travail des enseignants. Vous allez donc fermer des classes afin de pouvoir procéder à des ouvertures dans des écoles où les effectifs explosent ! Malheureusement, ces ajustements ne permettront pas d'ouvrir des classes partout où c'est nécessaire et engendreront des difficultés dans de nombreuses écoles.

L'école doit bénéficier d'un plan d'urgence garantissant les moyens nécessaires à son bon fonctionnement.

A la FSU, nous revendiquons :

- des postes supplémentaires permettant de répondre aux injonctions ministérielles mais aussi à alléger les effectifs partout. Afin de tendre vers les moyennes européennes, la FSU porte comme revendication qu'aucune classe ne dépasse 24 élèves en milieu ordinaire, 20 en éducation prioritaire et 15 en classe multi-niveaux.

- des postes RASED suffisants afin de reconstituer des équipes complètes spécialisés dans la prévention et la prise en charge des difficultés scolaires.

- des postes de brigade pour que chaque enseignant·e puisse bénéficier d'une formation continue régulière et de qualité, pour améliorer le remplacement (absences non remplacé.es, élèves répartis, scolarisations perturbées...).

- des recrutements de personnels AESH. À l'heure où enseignants, parents d'élèves et AESH se rendent compte de la néfaste politique de mutualisation des moyens gérée par les PIAL, des dysfonctionnements et de la souffrance que cela engendre, il est grand temps de recenser les besoins et de consacrer les moyens nécessaires à l'accompagnement des élèves en situation de handicap !

Après ces dernières années éprouvantes, l'école et ses personnels ont besoin de sérénité : c'est un nouveau souffle qu'il faut donner pour que l'école retrouve sa place prépondérante dans la société.